

R W A N D A

La revue hebdomadaire de la presse
rwandaise
N° 441 du 18 au 24 juillet 2010

Les Points Focaux

Editorial :

- **Election présidentielle imminente: De sérieux enjeux idéologiques**

Politique :

- Campagne électorale : impossible Fair play pour tous les ambitieux
- **100 raisons pour élire le président KAGAME**
- **Kagame vu par les Ouest africains : Eloges ou récusations d'un leader décidément africain ?**
- **Mme Victoire INGABIRE dénonce et exige le report des élections**
- **KAGAME confiant devant les journalistes de gagner les élections**

Sécurité :

- **MURWANASHYAKA, leader des FDLR, : Ordonner cessation des crimes de ses hommes en RDC ou privation de liberté**

Economie :

- **Croissance économique- crédits aux petites entreprises...**

Justice/Droits Humains :

Assassinats politiques ou crimes crapuleux ? Enquête exigée

- **Pas de statut pour réfugiés rwandais en Ouganda : démenti confirmant l'abus des droits humains**
- **INGABIRE déménagera avant expiration de son contrat de bail**
- **MUGESERA Léon, traque des cerveaux du génocide**

Éditorial

Election présidentielle imminente: De sérieux enjeux idéologiques

Ces imminentes élections vont avoir lieu ce 9 Août prochain. Apparemment, rien ne viendra arrêter la course normale des prestations de campagne préélectorale et celle du grand rendez-vous. Plus de 300 observateurs électoraux internationaux seront présents pour le monitoring. Excellente façon de couvrir l'événement. Curieusement les partis en lice pour cet imminent rendez-vous ne publient pas la liste de leurs observateurs électoraux respectifs. Les médias ne disent rien des associations de la société civile rwandaise qui doivent participer en observateurs à ces élections. Cela est curieux.

Pourtant ce rendez-vous électoral présidentiel éveille des luttes idéologiques soigneusement cachées. Deux camps idéologiques se mènent une lutte sans merci. D'une part le FPR tient à la pureté de sa ligne idéologique originelle quoique ses contours semblent flous pour un observateur superficiel de la scène politique rwandaise. Cependant, ce FPR veut imposer à la société politique rwandaise sa conception de l'unité des Rwandais. Elle tient en ceci : Unité nationale avec une cohabitation qui n'est pas nécessairement conviviale comme dans les anciens temps historiques. L'important est que tu respectes mes droits et que je respecte les tiens. Au-delà de ça, le FPR entend que tout citoyen doit jouir de ses droits illimités mais gare à des ambitieux politiques qui seraient soupçonnés de fausser les règles du jeu avec des considérations ethnocentristes. Me Bernard NTAGANDA en écope un carton considéré comme rouge. Mme Victoire INGABIRE et son FDU-INKINGI subit elle aussi des altercations insupportables pour son bilan idéologique qui ne peut puiser sa force que dans des considérations de majorité sentimentale. Tenez-vous bien, j'évite d'accuser formellement la dame de politique ethnocentrée mais à la limite ceci peut être cela. Cependant, son discours commence à s'assagir et s'adoucir. A-t-elle compris qu'elle doit changer de stratégies de lutte ? Vous lirez dans la rubrique POLITIQUE son discours-communiqué qui a, cette fois-ci, des allures respectables.

L'autre camp, donc celui de l'opposition d'INGABIRE Victoire des Forces Démocratiques Unifiées ou de Me Bernard NTAGANDA et son PS IMBERAKURI brandit une autre face de conception de la gestion de la société basée sur le fait que la majorité doit gouverner. Ce camp se cache derrière le concept de majorité qui doit régner. La Communauté internationale avec ses tentacules de la Société civile variée, s'empresse de croire que cette majorité dont il s'agit est une majorité démocratique. Or dans la pratique sociale rwandaise devenue traditionnelle, le mode d'arriver à cette majorité démocratique passe par l'échauffement des sentiments ethniques.

En réalité, les deux camps visent un même projet idéologique : Accaparement d'un Etat capitaliste. Malheureusement les stratégies pour y arriver restent à questionner dans un comme dans l'autre camps.

Le FPR bouscule les mentalités traditionnelles dans tous leurs aspects avec sa farouche quête de l'unité des Rwandais, donc une cohabitation non nécessairement conviviale. Cela prend avec les sociétés occidentales culturellement développées où la raison individualiste de vivre est une obsessionnelle création des richesses. Les Rwandais ont donc à se faire à cette nouvelle culture pour qu'il apparaisse un nouveau type de Rwandais. Le FPR enfourche son cheval au galop. Le train des changements culturels et donc corrélativement celui de la création de richesses est tellement rapide au point que les citoyens, surtout ceux de la ruralité rwandaise, perdent les pédales. Ils suivent difficilement.

L'opposition politique qui est très scolastique avec toute la machine de la paresse culturelle légendaire africaine, celle du statu quo social avec l'église catholique et ses enseignements qui ne cadrent pas, car non intéressée, avec les changements sociaux du tout au tout, eh bien celle-ci, l'opposition, récupère aisément ces pauvres hères. Embrigadés de part (le politique, les croyances culturelles à prédominance ethniques) et d'autre (des leaders d'opinion respectés dont l'abbé ou l'enseignant du coin), ils tombent dans les filets de politiciens qui veulent arriver vite eux aussi.

C'est cela le drame. Or comme le FPR tient aussi obsessionnellement à faire régner son principe charpente de son idéologie, à savoir l'unité nationale, pour pouvoir attaquer les autres objectifs qu'il s'est fixé dont l'indépendance économique et la culture de la démocratie, il trouve que ce mauvais jeu politique de l'opposition est dangereux pour ses plans. Pense-t-il que ceux-là aussi veulent-ils jouir de droit des dividendes du pouvoir ? Alors, il va comprendre le jeu et les enjeux des lobbies et les puissances qui sont derrière ce prisme idéologique qui ne veut pas entendre cette conception des changements culturels (entendez économiques, politiques...) dans ce petit pays.

Les stratégies de contrer cette opposition sont parfois dures et mettent passagèrement en danger l'équilibre idéologique qu'il escompte, dont un environnement social des affaires... Mais tout compte fait, il a un gros œuf à croquer.

Autant dire que les observateurs superficiels de la société rwandaise ne voient pas le vrai nœud du problème. Des observateurs qui ont des intérêts certains dans l'opposition politique dont la très forte église catholique via son IDC/ Internationale Démocrate Chrétienne et d'anciennes puissances tutélaires, savent bien comment affaiblir les acteurs politiques du FPR qui tente tant bien que mal de colmater les brèches dans leur propre camp. Lire la rubrique JUSTICE&DROITS HUMAINS.

Ces observateurs savent comment téléguidar ou manœuvrer ces opposants politiques pour amener le FPR à commettre des crimes de droits de l'homme afin qu'il se discrédite lui-même, et, à la fin, s'effrite. Et puis ils ont d'excellents laboratoires de sociologie et savent bien comment préparer leurs hommes pour arriver à leurs fins.

Pourtant côté idéologique évidé de ses aspects sentimentaux, donc ethniques ; tous les deux camps luttent pour asseoir un régime capitaliste. La seule différence est que le FPR veut réussir une société capitaliste standard, l'opposition et ses supporters voulant un havre à eux où la classe politique doit faire allégeance puis bombance, orgies... Vous lirez dans la rubrique politique 100 raisons de voter KAGAME. Il y transparaît cette obsession de changer les choses et les mentalités des Rwandais. Mais aussi l'auteur de ce texte sait piquer l'aiguille dans le dos de l'opposition.

NDJ

Veillez Passer vos publicités et communiqués sur cette page.

Une Page pleine : 200.000 Frw ou 400 USD Une demie page : 100.000 Frw ou 200 US
Un Quart de page : 50.000 Frw ou 100 USD Un Huitième de page : 25.000 Frw ou 50 USD

Chef de Publication : NDAYISHIMIYE Jovin

Assisté de Révérien KIRUZI et de Damascène SEMANZA

Prix au numéro : USA \$ 10.00 ou l'équivalent en FRW Abonnement annuel

: USA \$ 500.00

Compte : Banque de Kigali N° 040- 0043044-09 (FRW) ----- 040-02 02 127-12 (USD)

Adresse: BP 2938 Kigali/Rwanda

Pour tout contact, appelez au 078 844 7961 ou transmettez le message publicitaire à l'e-mail lespointsfocaux@yahoo.fr

Campagne électorale : impossible Fair play pour tous les ambitieux

Apparemment le fair play semble de mise pour les 4 partis privilégiés pour désigner leurs candidats à la présidentielle d'août prochain. La dame MUKABARAMBA du PPC/ Parti pour le Progrès et la Concorde est suivie dans son premier déplacement par la **BBC GAHUZAMIRYANGO de ce 21 juillet**. De KAYOMBO en District KAMONYI jusqu'à MUHANGA/Gitarama :

« Le PPC semble chercher à attirer à lui l'électorat. Il se penche sur des questions éducation gratuite, le chômage, les mutuelles de santé qu'il tourne autrement. Sa vision sur ces questions de santé est qu'une fois le PPC élu, les Mutuelles de santé seraient fusionnés avec la RAMA des agents du gouvernement et même avec la Caisse Sociale du Rwanda.

A Kayumbu, ils étaient entre 60 et 80. A Muhanga, ils étaient une centaine de sympathisants... »

SYFIA GRANDS LACS donne une autre lecture de la campagne électorale qui démarre. Cette agence d'information montre que l'animosité et le manque de tolérance démocratique ne manquent pas :

« (...) Mardi matin le 20 juillet, la ville de Muhanga au sud du Rwanda, vaque à ses activités comme à l'accoutumée. Les magasins, les bureaux des agences de voyages et même le marché, tout est ouvert. En ce premier jour de la campagne électorale des élections présidentielles du 9 août prochain, des gens circulent dans la rue avec casquettes, tricots et chemises du PSD (Parti social démocrate). Ils viennent soutenir leur candidat, Jean Damascène Ntawukuriryayo, vice-président de l'Assemblée nationale. Celui-ci se présente face à Paul Kagame du Front patriotique rwandais (FPR), actuel président de la République, Prosper Higiro, du Parti libéral (PL) et vice-président du Sénat et la sénatrice Alvera Mukabaramba, membre du Parti du progrès et de la concorde (PPC).

Les uns sont à pied, d'autres dans des voitures, taxis ou grands bus. Sur ces bus, sont affichées des photos de leur candidat Ntawukuriryayo et il est écrit Igihe ni iki (Aujourd'hui ou jamais). (...)

"Aujourd'hui ou jamais. C'est le moment. Nous ne sommes pas venus aux élections pour faire semblant. Nous sommes venus gagner", tempête Stanislas Kamanzi, chargé de la mobilisation.

"Je vais faire en sorte que toutes les femmes et tous les hommes soient en nombre égal dans les postes de décideurs (...) D'ici deux ans, je vais faire en sorte que les salaires des enseignants soient doublés... ", martèle Ntawukuriryayo.

Pour autant, il ne critique pas le régime actuel : "Nous ne faisons pas fi de ce qui a été fait pendant les sept ans passés, mais il est temps que nous apportions notre pierre", poursuit-il. (...)

Dans le district Kamonyi voisin de Muhanga, c'est Alivera Mukabaramba, la candidate du PPC, qui se présente pour la seconde fois aux présidentielles, qui faisait campagne.

"Si je suis élue, je vais créer un fond pour les chômeurs", a-t-elle, entre autres, promis.

Au retour, alors qu'elle traversait la ville de Muhanga, des gens ont craché sur les bus qui la suivaient, à l'insu des agents de sécurité et à la grande inquiétude des passants.

"Les Rwandais oublient vite. Pourquoi crachent-ils sur ces partisans qui ne leur font rien ? Ils veulent retourner à la situation de 1993 (quand les partisans de camps politiques opposés se battaient dans les meetings et sur les routes, Ndlr) ».

RADIO RWANDA du 20 juillet

Les candidats à la présidentielle présentent pour la première fois leurs programmes politiques à la population.

Le 20 juillet 10 était la première journée de la campagne électorale pour les prochaines élections présidentielles prévues le 09 août de cette année. Tous les quatre candidats ; Paul Kagame, candidat de FPR INKOTANYI, Jean Damascène NTAWUKURIRYAYO de PSD, Prosper HIGIRO de PL et ALVERA MUKABARAMBA de PPC ont eu l'occasion pour la première fois de présenter leurs programmes politiques à la population rwandaise. Tous les candidats semblent à avoir l'espoir de remporter ces élections. **Le reportage de Radio Rwanda de ce mardi le 20 juillet 10** nous donne les grands faits qui ont marqués cette première journée de la campagne électorale, il nous donne également les plans politiques présentés par chaque candidat.

« Plus de quarante milles sympathisants de FPR INKOTANYI se sont rassemblés au stade national AMAHORO. Certains de ces sympathisants dans leurs témoignages ont affirmé que grâce à l'aide du FPR INKOTANYI, ils ne comptent plus parmi les personnes pauvres qu'ils étaient.

(...) sur le plan politique le président Paul Kagame a mentionné le renforcement de l'éducation pour tous, l'accès de toute la population à la mutuelle de santé et la promotion de la femme. Selon le candidat Paul Kagame le souci de FPR INKOTANYI est la course vers le développement visant le bien être de la population de sorte que le Rwanda doit se compter parmi les pays développés (...)

Le candidat du parti social démocratique Jean Damascène NTAWUKURIRYAYO et les membres de cette formation politique se sont allés faire campagne dans le district de MUHANGA, le candidat du PSD envisage notamment le partage du pouvoir avec les candidats des autres partis, l'élargissement du nombre des femmes au sein du parlement rwandais à la chambre des députés de 30 à 50% et l'accroissement des nombres des femmes dans autres instances de prise de décisions et doubler le salaire des enseignants d'ici 3 ans. Il a ajouté que 10% du budget seront alloués au secteur agricole et que les consommateurs de l'énergie électrique passeront de 10% à 35% et tous ces programmes vont s'articuler sur les 5 piliers de ce parti notamment une bonne politique qui convient à la population, l'économie et les finances pour la promotion de la capacité de Rwandais, le bien être de la population, le bon voisinage et la coopération... le renforcement du programme de l'unité et de la réconciliation nationale ainsi que la lutte contre l'idéologie génocidaire.

Le parti libéral PL a commencé sa campagne électorale dans le district de KIREHE (Province de l'Est). Le candidat de ce parti politique Prosper HIGIRO dit que s'il est élu président de la république, le premier souci sera la lutte contre l'injustice...

Le parti pour le Progrès et la Concorde, PPC, a commencé ses activités de campagne en province de l'est. La candidate de ce parti ALVERA MUKABARAMBA déclare que son programme sera basé sur la devise de son parti à savoir le progrès et la concorde pour la promotion du bien être de la population notamment la promotion de l'éducation, la mutuelle de santé pour aider en général les employés et non employés c'est-à-dire fusionner la mutuelle de santé et la rwandaise d'assurance maladie RAMA.

Le PPC s'engage à la sensibilisation de la population pour l'amour du travail et l'épargne et mènera une lutte contre le chômage. Il renforcera le secteur agricole pour lequel il faudra chercher

un marché suffisant aussi bien à l'intérieur qu'à l'extérieur du pays. Des médicaments pour le bétail seront disponibles pour l'accroissement de la production...»

LA DIASPORA et des voix discordantes avec la BBC du 20 JUILLET

Même si le président Kagame mène sa campagne pour la présidentielle certains des ses opposants affirment que Kagame n'avait même pas le droit de présenter sa candidature à la présidentielle car il est poursuivi pour différents crimes. Le Général BEM Emmanuel HABYARIMANA, le président du parti d'opposition en exil PARTENARIAT INTWARI IMANZI menant ses activités à l'extérieur du Rwanda déclare dans une interview avec **la radio BBC ce mardi le 20 juillet** que Chrysologue KARANGWA, président de la Commission Nationale Electorale ne devrait pas accepter la candidature de Paul Kagame.

« KARANGWA n'a pas voulu travailler en transparence car il a accepté la candidature de Paul KAGAME. Oui, il sera élu pour son deuxième mandat mais nous le parti Partenariat INTWARI IMANZI nous ne le considérerons pas comme un président élu légalement. Kagame ne veut pas quitter le pouvoir pour n'être pas poursuivi par la justice. Nous demanderons toujours l'arrestation du président Kagame... les enquêtes sur les crimes de Kagame ont été bien établis. Les premiers mandats d'arrêt contre lui ont été lancés en 2003. Des livres sur les crimes de Kagame ont été écrits. Il y a beaucoup des preuves tangibles depuis les années 80 lors des guerres de l'Ouganda prouvant les crimes commis par le président Kagame. Ce sont ces crimes qui sont à la base de ma fuite par ce que je n'ai pas voulu collaborer avec un criminel... je n'étais pas d'accord avec le président Kagame sur la guerre menée par le Rwanda au Congo. Je lui demandais toujours de traduire en justice les soldats de FPR qui ont commis des crimes en 1994 lors de la guerre de libération du Rwanda'', a dit Emmanuel HABYARIMANA président du parti partenariat INTWARI IMANZI œuvrant à l'extérieur du Rwanda. »

ARI du 23 juillet 10 suit le Président sortant dans sa campagne en District de RUBAVU/ancienne Ville de GISENYI. L'agence ne manque pas de mettre en évidence une citoyenne suisse qui fait le même déplacement :

« (...) Les journées de campagne se suivent mais ne se ressemblent pas pour le candidat du Front Patriotique Rwandais (FPR) Paul Kagame. A chacune des étapes de sa campagne les habitants du district visité le surprennent avec une nouveauté. A Rubavu, en guise de témoignage, les habitants ont fait un petit sketch avec des femmes musulmanes qui l'ont particulièrement remercié pour tout ce qu'il a fait pour les musulmans. Cela n'avait pas été relevé ailleurs où le candidat Kagame avait fait campagne auparavant. Dans son discours le président Kagame, après s'être adressé à la population, a également remercié, en les citant, les partis politiques qui ont décidé de le soutenir. Certains des responsables de ces formations politiques se tenaient juste derrière lui, reconnaissables à leurs t-shirts et chapeaux jaunes frappés du sigle RPF. (...)

" Je suis fière du Rwanda". Là sont les propos d'Amanda Greub, une Suissesse qui vient de passer 8 mois au Rwanda et qui suit les campagnes électorales de Paul Kagame, candidat du Front Patriotique Rwandais (FPR).

Lors de la campagne de Paul Kagame tenue ce vendredi dans le district de Rubavu (Nord-Ouest) la très enthousiaste Amanda, un chapeau à l'emblème du FPR sur sa tête, ne cache pas son admiration pour Kagame. A la question : Pourquoi suivez-vous le candidat Kagame dans ses campagnes ? Et

elle de répondre : " Quand j'entends ses interviews je le trouve digne et intelligent. Sa capacité de ne pas s'égarer m'impressionne".

Si Amanda dit qu'elle est au Rwanda depuis 8 mois où elle exerce de temps en temps la profession d'interprétariat, elle fait savoir qu'elle est venue la première fois au Rwanda en 1995. " La première fois quand je suis venue au Rwanda c'était quelques mois après le génocide [des Tutsi], les gens ressemblaient aux fantômes. Actuellement je suis intéressée de voir les Rwandais unis". »

100 raisons pour élire le président KAGAME

La campagne électorale bat son plein. Le temps de présentation de l'apparat idéologique et programmes politiques de chaque parti en lice est venu. Certains candidats ne savent pas exploiter l'internet. Le FPR, lui, y a bien pensé. Un internaute met sur le site DHR "***Les 100 Raisons de reconduire PAUL KAGAME à la présidence de la République***". Ces raisons sont groupées dans dix axes socioéconomiques et politiques. Nous en reprenons les plus essentielles :

EDUCATION :

Paul KAGAME a introduit une Education de Base Universelle s'étalant sur 9 ans pour tous les enfants rwandais, avec un objectif d'améliorer le niveau d'instruction dans le pays,

Il promet une éducation universelle jusqu'à fin l'école secondaire depuis 2010...

SANTE

Espérance de vie de 47 à 53 ans

6 Produits d'Assurance maladie y compris les Mutuelles de Santé avec accessibilité pour au moins 94% de la population

JUSTICE

1.100.000 individus sont passés par la justice GACACA, une restructuration complète du secteur judiciaire, plusieurs lois ont été érigées dans différents secteurs pour faire fonctionner l'Etat

AGRICULTURE

Apparemment, ce secteur est le parent pauvre de la politique économique du régime actuel. La campagne n'est pas vraiment convaincante au niveau des réalisations. On se rendra compte qu'il n'y a aucun projet de mécanisation agricole ; à part que :

Introduction de programmes d'intensification de produits vivriers et accroissement de 10% de la production annuelle, Introduction du système coopératif pour acheter les produits des cultivateurs

ECONOMIE

Le revenu par habitant accroîtra de 220\$ à 560\$ dans 7 ans, Renforcement du secteur privé en améliorant l'environnement du 'doing business'...

POLITIQUE ETRANGERE

Faire du Rwanda un partenaire respecté dans les affaires régionales et internationales, Améliorations des relations avec des pays autrefois hostiles dont la France et la RDC, Faire du Rwanda l'un des grands contributeurs des casques Bleus onusiens...

(Et ceci est bientôt une réalité, on le voit à partir des va-et-vient des militaires en mission au Soudan et des Observateurs militaires et sa contribution dans le corps de la Police des Nations Unies au Soudan, Côte d'Ivoire, Haïti, Tchad)

SECURITE

La politique FPRienne en matière de sécurité pourra faire mouche car :

Faire du Rwanda l'une des places les plus sécurisées dans le monde entier, Décentraliser la gestion de la sécurité publique aux instances de base, Réduire le taux de criminalité à travers les initiatives locales, Professionnaliser l'Armée et intégrer d'anciens éléments hostiles... »

Mais au fond des choses, on sent un FPR plus à droite que jamais avec des chiffres rien que très alléchants. Quand il parle de l'accroissement du Revenu National par Habitant qui décollera de 220 à 540\$ dans les 7 ans à venir, cela montre à quel point le fossé entre une classe de possesseurs des biens de production et les travailleurs sera extrêmement profond. Dommage que la jeune opposition ne fait que brandir la creuse carte de la démocratie que, des fois, elle confond avec le numérique ethnique. Elle peut, à force d'étudier à fond son programme scientifiquement idéologique, être un sérieux challenger du FPR à l'avenir.

Kagame vu par les Ouest africains : Eloges ou récusations d'un leader décidément africain ?

On peut tirer n'importe comment ses conclusions, mais les Africains cette fois-ci ont leur leader en la personne du président rwandais Paul KAGAME. Il se peut que beaucoup d'intellectuels africains voient en lui un leader. Cette intime observation a son contraire en Occident. On y comprend assez. Mais cela devrait lui donner une raison de s'assagir et de balayer devant la porte de son arène politique pour être plus encore aux zéniths africains. Son salut n'est ni dans le lointain Occident des Apaches balayés par l'Oncle Sam, encore moins dans ces sentimentaux proches Occidentaux qui ne rêvent que d'un seul clignement de sourcil de lui faire voir le trou béant de ses ancêtres Ega-Nyiginya. Une dépêche de **NEWSWEEK AFRICA du 6 Juillet 2010** telle que reprise par une internaute **Agnès MUREBWAYIRE sur DHR** émet des considérations que peu d'intellectuels rwandais ne savent pas exploiter parce qu'ils ont pris des itinéraires idéologiques contradictoires à ceux du régime actuel de Kigali. Le seul problème revient au fait que notre actuelle arène politique est peuplée de personnalités de la rupture. Au-delà de ce sombre tableau rwandais, l'opinion publique presque générale voudrait bien une génération du changement avec un leader éclairé comme Kagame :

« Paul Kagame est le Président du Rwanda. Depuis des années, il a été accusé d'être lié à des tentatives d'assassinats contre ses opposants politiques. Mais aussi, c'est un homme que Tony BLAIR, l'ancien Premier ministre britannique croit qu'il soutient un homme qui introduit la bonne gouvernance dans son pays. La question est posée comme ceci : Tony BLAIR a-t-il été mis dans le piège d'avoir cru que KAGAME se distancie de la corruption et qu'il ne trempe pas dans les crimes d'intimidations politiques ? Apparemment, Kagame semble l'avoir accaparé avec un apparent secret de service au point qu'il a été accusé de faire un sale travail.

L'initiative de Bonne Gouvernance de Tony BLAIR ne court pas seulement au Rwanda. Elle est également en cours au Sierra Leone. Et elle est récemment introduite au Libéria. Mais contrairement au président du Rwanda, celui de la Sierra Leone ne s'engage pas dans des intimidations de ses opposants politiques. Et la presse sierra léonaise jouit d'une liberté sans limites. (...) Il ressort que les deux leaders manifestent des différences comportementales apparentes. Au moment où l'un (le Rwandais Kagame) s'engage à réprimer l'opposition avec son régime barbaresque, l'autre (le Sierra léonais) mène le dialogue avec son opposition pour donner l'aura à son régime. Le Rwanda est un pays qui a beaucoup souffert avec les personnalités dans lesquelles il a mis sa confiance dans la course de son Etat. Et le peuple a trop souffert d'avoir été traité comme un paria par ses propres dirigeants. Des millions ont été tués dans une quête de domination ethnique au cours de laquelle une ethnie s'est engagée dans un projet d'élimination totale de l'existence de trace de l'autre ethnie. (...) Mr Kagame est considéré par une large opinion de l'Occident comme le plus dynamique des dirigeants africains. Cependant des critiques ont émergé brandissant ses tendances autoritaristes et

son gouvernement a été accusé de harcèlement de l'opposition au moment où le pays se dirige vers les élections présidentielles.

Il apparaît qu'il y a de sérieuses leçons que le leader rwandais doit prendre de son confrère sierra léonais qui semble croire que seule une bonne gouvernance ne peut se matérialiser que par une presse libre, indépendante de toute interférence politique ; et que des opposants politiques devraient avoir la main libre pour rappeler le gouvernement à une sérieuse accountability et à assumer des critiques ainsi que le prescrit le cadre légal de la Loi. (...) Le Rwanda a besoin d'aller de l'avant et de faire table rase de son passé pour qu'il puisse embrasser l'avenir qui lui ouvrira les portes de la liberté, du respect et de la dignité de tout son peuple... »

Mme Victoire INGABIRE dénonce et exige le report des élections

Sous le titre **Rwanda: "Ingabire appelle à la résistance pacifique"**, LES EDITIONS SOURCES DU NIL du 20 juillet publie une sorte de manifeste de la politicienne :

« (...) Mon parti et moi, sommes engagés dans une lutte politique qui nous mènera à la victoire contre toutes formes d'injustice et à l'instauration d'une véritable démocratie basée sur la liberté de tout un chacun. Bientôt la mascarade électorale en cours entame un nouveau tournant. Malgré que les dés soient pipés, la dictature fait semblant de consulter le peuple. Son objectif ultime est de garder le pouvoir qu'il a acquis, maintenu et défendu par les armes. Cette parodie électorale n'est qu'un maquillage pour tromper l'opinion internationale...

Notre réponse à cette mascarade électorale, c'est la résistance non-violente pour contester la légitimité des élections et de ses résultats.

Notre objectif est de mettre un terme définitif à la dictature et mettre en place une politique qui protège toutes les composantes de notre société pour que plus personne ne perde sa vie à cause de ses origines, de sa région ou de ses opinions politiques...

Nous voulons éradiquer la pauvreté, la faim, le népotisme, la corruption et le clientélisme qui caractérise le régime du FPR. Nous voulons mettre fin aux inégalités sociales, à la discrimination et à la confiscation des biens ou des terres.

Nous combattons la dictature, l'injustice généralisée, l'iniquité des Gacaca, les Travaux d'Intérêt Général sans procès équitables.

Nous voulons que chaque Rwandais marche droit sans se cacher, sans avoir honte, nous voulons briser toutes les chaînes qui nous empêchent de nous sentir citoyens rwandais à part entière.

Sur le plan éducatif, nous voulons améliorer la qualité de l'enseignement, la pertinence du contenu vis-à-vis des besoins réels et de la compétitivité de notre pays, le respect de l'enseignant, la disponibilité du matériel scolaire ainsi que l'égalité des chances pour tous les enfants du pays sans discrimination de classes, de sexes, d'ethnies ou de régions...

Nous encourageons des membres des Forces de Défense du Rwanda, de la police nationale et des services de sécurité à marquer tout le temps leur vocation professionnelle à caractère national et à ne pas s'impliquer dans des politiques partisans. Notre appel s'adresse également aux médias publics, aux membres de l'administration centrale et provinciale ainsi qu'aux membres de la magistrature.

En effet, j'ai vu de mes propres yeux l'humiliation, l'injustice, l'iniquité, la dictature et l'arrogance que le parti au pouvoir, ses zélotes et alliés imposent à la population rwandaise. Mes compagnons de lutte et moi-même avons subi et subissons encore des souffrances physiques et psychologiques de la part du régime du président Kagame. Nos droits, tout comme ceux de tant d'autres de nos concitoyens sont bafoués.

(...) Les 3 partis d'opposition regroupés au sein du Conseil de Concertation Permanente de l'opposition Rwandaise, CCP, sont soumis à une persécution sans merci (...)

Depuis janvier 2010, le parti FDU INKINGI a soumis en vain 5 demandes d'autorisation de l'assemblée constituante. Le chapelet administratif dans son hiérarchie s'est réfugié derrière des accusations criminelles créées de toutes pièces à l'encontre de la présidente du parti et candidate aux élections présidentielles.

La mascarade électorale doit s'arrêter sans délais. Nous appelons à l'ajournement du scrutin présidentiel afin que les partis d'opposition soient enregistrés, que leurs leaders soient déchargés de toutes accusations fantaisistes, que la loi électorale soit mise à jour et qu'une commission nationale électorale de consensus soit mise en place.

Si le calendrier électorale reste inchangé et que l'étranglement et la décapitation de l'opposition se poursuivent, l'arrivée des observateurs nationaux et internationaux n'aura aucun sens. Le régime va arranger à sa discrétion les listes électorales, les taux de participation, la gestion des urnes, leurs dépouillements ainsi des résultats qui flattent la dictature.

Dans ces conditions, le peuple rwandais devra contester la légitimité des élections jusqu'à la tenue d'un processus équitable et transparent.

Le peuple rwandais a été durement éprouvé mais il n'est pas mort. Beaucoup ont courbé l'échine sous le joug d'une oligarchie autoritaire mais ils sont vivants.

La résistance n'est pas seulement une organisation, c'est la détermination du peuple à s'opposer au dictat. Je suis heureuse de porter ce flambeau. »

Ces nouvelles stratégies de l'opposition politique rwandaise montre une détermination sans faille d'une dame farouchement politiquement décidée à plier sous tous les coups mais à ne jamais accepter de corruption morale qui l'obligerait à changer l'objet de sa lutte politique. On constatera combien son discours est exempt de toute désobéissance contrairement à ses déclarations antérieures. Et elle passe à une vitesse supérieure :

« Voilà pourquoi nous avons demandé, en vain, le report des élections présidentielles à venir pour mettre en place un processus transparent de leur préparation et permettre un véritable débat contradictoire. Dans les conditions actuelles, nous rejetons d'emblée les résultats de ces élections présidentielles à venir parce qu'elles ne représentent en rien l'exercice démocratique auquel les Rwandais sont en droit de s'attendre. Il ne s'agit que d'une simple mascarade.

L'effervescence de la répression politique en cours caractérisée par des assassinats de personnalités politiques, des journalistes ; les arrestations et tortures de leaders politiques et des journalistes ; la fermeture des journaux ; des attentats et des menaces de morts contre l'opposition ne permettent pas

la tenue d'une élection crédible. Les actions de la dictature et de ses instruments n'ont fait que nuire aux exigences minimales d'une véritable démocratie.

(...)

Avec calme et détermination, nous allons résister à cette violence et aux intimidations du régime du général Paul Kagame. Nous ferons échec à cette volonté de nous soumettre par la force. Nous allons résister à ces astuces qui consistent à nous salir par des crimes imaginaires pour mieux nous exclure. Nous allons résister à ces tentatives de nous diviser pour nous asservir. Nous refusons d'être les otages du passé de notre pays.

(...) Inscrivez-le en toutes lettres, qui dans votre main, qui dans votre tête, qui dans votre cœur, qui dans vos actions de tous les jours voire dans vos gestes les moins publics, partout et toujours :

JE VEUX RÉSISTER, JE RÉSISTE POUR LE MIEUX-ÊTRE DE MON PEUPLE.

Chacune et chacun de nous possède une part des moyens de ce changement que nous voulons. Selon nos capacités respectives, nous avons des instruments de ces changements politiques que nous appelons de tous nos vœux. Il nous faut le courage d'assurer et d'assumer notre part de ce changement ici et maintenant... »

KAGAME confiant devant les journalistes de gagner les élections

Il ne veut pas accepter sa compatriote qui verse des sentiments sur un peuple qui a faim et qui voit un homme qui entend lui demander de travailler d'arrache-pied et de souffrir pour gagner. Cet Homme d'Etat n'accorde aucun crédit à la dynamique politique des ambitieux qui trouvent qu'il faut chérir la notion plate de démocratie. Cependant cela ne lui donne pas carte blanche pour des éliminations physiques.

RADIO RWANDA du 20 juillet fait un condensé de cette conférence de presse où **Kagame rassure ses gouvernés à propos de la sécurité totale dans les prochaines élections présidentielles. Il a fait cette déclaration** devant des dizaines de journalistes de la presse nationale et étrangère. On y notait une prédominance de journalistes venus des pays membres de la Communauté est Africaine qui avaient répondu à cette conférence. Les questions de ces journalistes se sont basées sur les prochaines élections présidentielles, la sécurité pendant et après la période électorale ainsi que les problèmes de ceux qui avaient l'intention de se porter candidat à la présidentielle mais qui n'en ont pas eu l'autorisation.

« A la question de ceux qui voulaient présenter leurs candidatures à la présidentielle, le président Kagame a répondu que ces derniers ne remplissaient pas toutes les conditions requises conformément à la loi ajoutant que certains d'entre eux, notamment Victoire INGABIRE, sont poursuivis par la justice qui les accuse de crimes graves précisant que nulle part dans le monde aucun pays n'accorde le droit de se présenter aux élections à n'importe qui car cette activité est régie par la loi.

Le président Kagame a rassuré que les résultats de ces élections seront une réponse aux propos de certaines organisations internationales selon lesquelles il n'y a pas de liberté au Rwanda. Ces résultats prouveront, a-t-il dit, que les Rwandais savent bien ce qui leur convient et qu'ils sont les premiers à décider de leur sort.

Les journalistes ont voulu savoir si le Rwanda s'est préparé pour que ces élections se passent dans le calme et la sécurité aussi bien lors de la campagne que le jour même de l'élection et au moment de la proclamation des résultats. Les journalistes se référaient à ce qui caractérise les élections dans la plupart des pays africains après la période électorale comme au Kenya et récemment les protestations liées aux élections récentes au Burundi. A ces inquiétudes exprimées par les journalistes, le président Kagame a répondu qu'il n'a aucun doute que ces élections se dérouleront dans le calme complet, la sécurité et la transparence.

Une autre question posée au cours de cette conférence de presse est aussi en rapport avec ces élections. Elle est relative aux propos diffusés par certains medias internationaux selon lesquels des politiciens de l'opposition se sont vus interdits de se porter candidats notamment Victoire INGABIRE. Le Président a répondu que tout ce qui s'est fait était conforme à la loi. Quant à la situation de Victoire INGABIRE, il a répondu qu'elle est poursuivie par la justice pour les crimes graves comme la collaboration avec le groupe terroriste des FDLR précisant que tout pays de droit prévoit une législation en rapport avec les élections et donc la campagne électorale.

Le journaliste tanzanien Jenerali ULIMWENGU a demandé au président Kagame ce qu'il fait pour préserver les multiples réalisations du pays sous son mandat. Le président Kagame a répondu que le leadership du Rwanda se fonde sur les instances solides et continuellement renforcés de sorte que même s'il donne sa grande contribution personnelle, il n'est pas le seul à s'y mettre ; raison pour laquelle il a beaucoup d'espoir que même après son mandat rien ne sera perturbé.

Il a été demandé au président s'il espère être réélu à son poste et il a répondu que considérant ce qui a été accompli lors de son mandat, il espère que les Rwandais lui feront de nouveau confiance. »

Des Joutes oratoires entre FPR et ses adversaires, que cachent-elles ?

L'opposition de Kigali trouve l'imminent scrutin injuste. C'est ce qui ressort d'un débat d'une qualité au rabais sur la VOIX DE L'AMERIQUE.

*L'émission **DUSANGIRE IJAMBO** de VOA de ce dimanche le 18 juillet 10 a invité le Ministre rwandais de l'Administration Locale, James MUSONI pour le côté du gouvernement rwandais, Ismaël MBONIGABA qui a été le porte parole du candidat malheureux à la présidentielle de 2003, Faustin TWAGIRAMUNGU, et Pascal KARINGANIRE, dirigeant d'une organisation nommée OPGDR pour les droits humains ayant siège aux USA. Tous débattent et décrivent la situation pré-électorale au Rwanda. MUSONI trouve cette situation non inquiétante tandis que l'opposition la trouve inquiétante.*

Protais MUSONI ministre rwandais de l'administration locale :

Les Rwandais sont prêts pour les prochaines élections présidentielles. Il y a quatre candidats pour ce scrutin. Ils sont prêts. La Commission Nationale Electorale a déjà un budget suffisant pour ces élections, la population est suffisamment sensibilisée pour cet événement... En ce qui concerne la transparence du scrutin, il y a plus de 400 observateurs déjà agréés par la commission nationale électorale pour superviser ces élections.

VOA : Que parlez vous de l'insécurité caractérisant la période pré-électorale, il y a les actes d'assassinat, l'arrestation des membres de l'opposition,...

MUSONI : En tant que gouvernement rwandais nous ne sommes pas contents de ces actes. C'est pour cela que nous faisons tout notre possible pour que les auteurs des ces assassinats soient découverts et mis remis à la justice. Pour le cas d'un journaliste récemment tué, les suspects ont été déjà traduits devant la justice. A propos de l'assassinat d'un membre du parti politique GREEN

PARTY, les enquêtes sont en cours. L'un des suspects est déjà arrêté. Nous espérons que l'auteur de cet assassinat sera aussi établi. Sauf que ces cas n'ont aucune relation avec les prochaines élections en préparation au Rwanda. En général le Rwanda est bien sécurisé dans cette période pré-électorale... La mort de ces deux personnes n'est pas l'acte du gouvernement. Je ne vois pas pourquoi tuer un petit politicien dont le parti n'est même pas dans la course à la présidentielle. Si le gouvernement voulait réellement bousculer l'opposition, il peut plutôt harceler les grands partis comme le PL et le PSD se trouvant dans la course à la présidentielle avec le parti au pouvoir... Notre politique respecte le droit de la personne et combat pour la sécurité du peuple rwandais, admettant ainsi la compétition des idéologies politiques comme stipulé dans notre constitution.

Ismaël MBONIGABA, porte parole du candidat TWAGIRAMUNGU à la présidentielle de 2003 :

Celui qui remportera les prochaines élections présidentielles au Rwanda est déjà connu. C'est le président Kagame. Il est bien visible que le FPR ne veut pas lâcher le pouvoir... je ne peux rien demander au gouvernement car il y a pas d'opposition dans ces prochaines élections. Je ne peux pas demander de la clarté dans ces élections alors que le candidat semble être unique. Les citoyens devraient rester à la maison le jour du scrutin car il y a pas de nouveauté dans ces élections, le président restera le même,... la sécurité ne vaut rien quand il n'y a pas de liberté. Le FPR devrait laisser libre l'opposition et la presse avant d'affirmer que la Rwanda jouit d'une entière sécurité... Les harcèlements contre l'opposition montrent la faiblesse du gouvernement. Le FPR devrait quitter le pouvoir sinon notre pays se dirige vers le chaos.

VOA : Quel conseil pourriez vous donner aux politiciens rwandais.

MBONIGABA : Le conseil n'est que prêter l'oreille à l'opposition et ne pas tromper les Rwandais. Tous les rwandais savent qu'ils sont en train d'être trompés par le gouvernement mais pour l'intérêt de leur sécurité ils ne disent rien. Celui qui essaye de lever la tête est harcelé, arrêté et tué. Me NTAGANDA qui voulait présenter sa candidature à la présidentielle est emprisonné... Ce que je peux demander au président Kagame est que son deuxième mandat soit le temps de penser un peu plus à la liberté des Rwandais et de reconnaître que le Rwanda a besoin d'un autre régime.

Pascal KARINGANIRE, le dirigeant d'une organisation OPGDR combattant pour les droits humains siégée aux USA.

Le 3 juillet de cette année nous avons écrit une lettre au ministre rwandais de la sécurité MOUSSA FAZIL HARERIMANA pour lui demander les explications sur l'insécurité caractérisant actuellement le Rwanda, les gens disparaissent chaque jour, les autres sont arrêtés sans raison, 8 personnes ont été disparus à CYANGUGU. Ils sont accusés d'appartenir à un groupe terroriste inconnu. Les autres ont été arrêtés pour simple raison qu'ils ont tenté se manifester contre le gouvernement de Kigali,... l'insécurité couvre tout le pays et est lié aux élections en préparation au Rwanda,... les autorités affirment la sécurité totale dans le pays mais la population souffre,... nous demandons que les accusations pesant sur les dits disparus soient révélées et qu'ils soient traduit s devant la justice... »

ND.J

MURWANASHYAKA, leader des FDLR, : Ordonner cessation des crimes de ses hommes en RDC ou privation de liberté

ARI du 22 Juillet montre que ce jeune homme de 47 ans détient le pouvoir sur les FDLR, qu'il peut leur dire de changer des stratégies de guérilla, que cela peut être fait en un coup de vent. Mais, dans sa détention en Allemagne, il trouve que le jeu est trop politique et il soupèse. Entre l'abandon de sa lutte armée ou sa liberté...

« Le leader des FDLR/Forces Démocratiques de Libération du Rwanda, M. Ignace MURWANASHYAKA, qui a été emprisonné en Allemagne suspecté d'avoir commis des crimes contre l'humanité (en RDC) s'est vu refuser une mise en liberté provisoire par la Cour Fédérale Allemande de KARLSRUHE... MURWANASHYAKA, 47 ans, est accusé de diriger des opérations de la milice rwandaise des FDLR depuis l'Allemagne. Le Ministère Public Allemand dit qu'il est le président de ce groupe armé et qu'il a tout le pouvoir d'ordonner à ses hommes de cesser de massacrer, violer les femmes et piller dans l'Est de la RDC. ... Avant 2005, MURWANASHYAKA a fait des déplacements Allemagne-Lubumbashi/RDC avec objectif de faire office avec sa fonction de président des FDLR. Depuis que l'ONU lui a imposé une interdiction de déplacement pour avoir violé l'embargo sur les armes en RDC, MURWANASHYAKA qui était alors en RDC s'est arrangé pour obtenir un passport ougandais et a pu faire son voyage pour l'Allemagne en 2006. Le Rwanda et les Nations Unies ont fait pression durant des années sur l'Allemagne pour l'arrestation et l'extradition de MURWANASHYAKA vers le Rwanda ... L'actuelle visite du Président Kagame en Allemagne est centrée au sujet de ce chef rebelle... »

ND.J

Croissance économique- crédits aux petites entreprises...

Tiens ! Contradictions des autorités monétaires à propos du niveau de croissance économique. Le Rwanda est-il prêt à décoller pour embrasser le secteur industriel ? On n'y pense pas encore. L'économie est basé sur la spéculation de la monnaie à travers les échanges commerciaux. Aucune volonté politique ferme pour table sur l'économie industrielle. ARI du 16 juillet s'étend longuement sur les déclarations de l'autorité monétaire du pays, M. KANIMBA, le Gouverneur de la Banque centrale du Rwanda :

« Malgré les prévisions du FMI arrêtant à 5.4% la croissance économique du Rwanda et des pays de la région, la BNR/Banque Nationale du Rwanda maintient ce vendredi, 16 juillet que cette croissance sera revue à la hausse comme le pays est dans une bonne situation économique. “Nous sommes entrain de table sur les 7% de croissance économique”, a dit le Gouverneur de la BNR François KANIMBA. Le FMI a dit la semaine dernière que le taux de croissance économique du Rwanda pourra accroître de 4.1% l'an dernier à 5.4% cette année et 5.9 en 2011. L'institution de Bretton Woods (FMI) appuie ses prévisions “sur le ralentissement dans les secteurs économiques du commerce, de la construction, ... de la manufacture qui sont tributaires du ralentissement économique global qui fait surgir des conditions difficiles de liquidités financières intérieures”.

Cependant, le ministre des finances John RWANGOMBWA a déclaré au cours de la présentation du budget 2010-2011 qu'on prévoit une croissance économique allant de 7 à 8%, qu'il n'y avait aucune différence significative avec les estimations du FMI. “Ce n'est pas nécessairement une contradiction entre nous et le FMI du moment que 4% de croissance est le seuil minimum. Mais nous sommes réalistes et nous prenons en compte le développement que nous constatons”, a dit KANIMBA.

Le Rwanda a repris la vitesse de croissance dans beaucoup de secteurs dont la construction, l'export et les services, a dit KANIMBA au cours de la rencontre trimestrielle du Comité de Politique monétaire tenue le 16 juillet dernier.

On a enregistré 25% d'accroissement du secteur des exportations depuis l'année dernière. Pour les seuls trois derniers mois, la Banque centrale a disponibilisé 70 milliards pour les investisseurs. Ce montant a été principalement investi dans le Café, le Thé et le secteur minier, mais aussi dans le commerce, l'hôtellerie, les services et la construction. “La demande pour l'économie est élevée. Ceci pourrait accroître la valeur des prêts sans toutefois augmenter leurs prix”, a dit KANIMBA. Alors que les liquidités demeurent élevées, l'inflation continue de croître au Rwanda. Elle a cru de 2.05% en Mars dernier pour atteindre le niveau de 5.03% en Juin. Même si le niveau de l'inflation continue jusqu'à 7%, cela sera toujours bon du moment que le Rwanda est un pays en développement... Notre objectif est que ce taux reste à un seul chiffre. Pour cela nous avons donné beaucoup de possibilités aux Banques afin de les encourager à accorder le crédit... La meilleure façon de protéger le pauvre citoyen est de protéger les faibles revenus”.

Ceux-là qui ont de faibles revenus ou ceux-là qui sont propriétaires de petites et moyennes entreprises ont de sérieux problèmes à accéder aux crédits des banques centrales y compris les 70 milliards qui ont été récemment disponibilisés... »

ND.J.

Assassinats politiques ou crimes crapuleux ? Enquête sérieuse exigée

BBC 19 juillet sous le titre :

“L’ONU demande une enquête complète sur les récents actes d’assassinats survenus au Rwanda” rapporte :

« Les partis se réclamant de l’opposition au Rwanda ont demandé qu’il soit mené une enquête internationale et indépendante sur les actes des assassinats commis contre le journaliste d’UMUVUGIZI Jean Leonard RUGAMBAGE et du politicien André KAGWA RWISEREKA, vice président du parti politique non encore agréé GREEN PARTY. Ces partis de l’opposition mettent ces assassinats sur le dos du gouvernement rwandais et trouvent ainsi que ce dernier ne peut pas mener une enquête objective sur ces cas.

Cette fois-ci c’est au tour de l’organisation des nations unies ONU de demander la clarté sur les enquêtes menées par le gouvernement rwandais sur ces cas. L’ONU n’a pas demandé une enquête internationale ou indépendante mais une enquête claire. La radio BBC a réalisé ce lundi le 19 juillet une interview avec Yves SOROKOBY, le porte parole de l’ONU. Ce dernier explique pourquoi ils ont demandé cela au gouvernement rwandais :

“Le fait de lancer un tel communiqué ne signifie pas que nous n’avons pas l’espoir des enquêtes menées par le gouvernement rwandais. Ce que nous avons demandé est une enquête complète. Nous trouvons que l’augmentation des crimes contre l’humanité au Rwanda dans cette période préélectorale est quelque chose d’anormale. Ce que nous demandons au gouvernement de Kigali est de révéler la vraie cause de cette augmentation des crimes contre l’humanité... nous respectons le Rwanda comme tout autre pays souverain et membre de l’ONU. Pour cela nous ne pourrions pas lui imposer une enquête internationale. Nous autorisons une enquête internationale seulement quand le pays concerné l’accepte. L’enquête internationale survient seulement quand elle est demandée par le conseil de sécurité de l’ONU. Normalement l’enquête sur les crimes contre l’humanité est le devoir de l’Etat en tant que membre de l’ONU”, ainsi a-t-il déclaré le porte parole de l’ONU. »

Pourtant, cela n’est pas l’avis de HRW/Human Rights Watch qui ne lâche pas son étreinte contre le régime de Kigali. Cette ONG de protection des droits de l’homme fait sa propre enquête sur ce meurtre qu’elle publie ce 21 Juillet. Elle tire sa conclusion à partir des déclarations des autorités policières rwandaises qui font des déclarations qu’elles revoient autrement sans cesse. Son rapport qu’elle fait paraître le 21 Juillet 10 sous le titre : **“Rwanda : Le gouvernement devrait autoriser une autopsie indépendante du corps d’un opposant politique. Des experts étrangers devraient enquêter sur les circonstances du meurtre”**, elle écrit : **“Une autopsie et une enquête indépendante sont nécessaires pour déterminer ce qui est arrivé à Rwisereka.”**

« **“Il s’agit du second meurtre d’un critique véhément du gouvernement rwandais en moins d’un mois”**, a indiqué Kenneth Roth, directeur exécutif de Human Rights Watch.

Les événements qui ont précédé la mort de Rwisereka indiquent que le meurtre aurait pu avoir des motifs politiques. Il avait confié depuis longtemps à des amis et collègues proches qu’il craignait d’être tué en raison de son opposition au Front patriotique rwandais (FPR), le parti au pouvoir dans le pays. Ces dernières semaines, Rwisereka avait semblé de plus en plus préoccupé par sa sécurité.

À la fin du mois de juin, l’ancien secrétaire général du Parti Vert, Charles Kabanda, avait rendu visite à Rwisereka au Sombrero Club, le bar dont Rwisereka était propriétaire à Butare, et avait

tenté de le convaincre de quitter le Parti Vert. Rwisereka avait confié à des personnes proches que Kabanda, qui avait quitté le Parti Vert plus tôt cette année, lui avait dit que le FPR ne laisserait jamais Rwisereka quitter la « famille » - allusion au FPR - et s'était demandé ce qui arriverait aux membres du Parti Vert. Rwisereka a confié à des personnes proches de lui qu'il a interprété cela comme une menace.

Rwisereka, comme Kabanda et de nombreux autres membres du Parti Vert, était un ancien membre du FPR. Au cours des mois précédents, d'autres membres du Parti Vert avaient subi, de la part de personnes considérées comme proches du FPR ou du gouvernement, des pressions pour abandonner leurs activités au sein du parti... »

Pas de statut pour réfugiés rwandais en Ouganda : démenti confirmant l'abus des droits humains

Il s'agit des 1700 réfugiés rwandais expulsés durement de l'Ouganda vers leur pays d'origine. Le ministre ougandais de prévention des désastres et des réfugiés fait des déclarations contradictoires. ARI du 20 juillet rapporte :

« Le HCR Uganda a présenté ses excuses ce mardi au gouvernement ougandais après qu'il ait accusé ce dernier de s'être impliqué la semaine dernière dans le rapatriement forcé de 1700 réfugiés rwandais, rapporte ARI. Le ministre ougandais de la prévention des désastres et des Réfugiés, Tharcisse KABWEGERE, a déclaré ce mardi dans l'après midi que le HCR s'est excusé pour ses déclarations incorrectes. **“J'ai reçu ce matin le représentant-résident du HCR Ouganda. Je peux avec assurance dire qu'il a regretté ses déclarations”**, a dit KABWEGERE au cours d'une conférence de presse. Le HCR avait déclaré vendredi dernier que les autorités ougandaises avaient usé de faux prétextes pour encercler les 1700 réfugiés des camps de NAKIVALE et KYAKA au Sud Ouest d'Ouganda. Ces demandeurs d'asile étaient rassemblés pour la distribution de la ration alimentaire. Ils ont été forcés de monter à bord des camions sans qu'ils prennent leurs effets le 14 juillet, avait déclaré le HCR. Dans un autre camp de réfugiés, des gens se sont rassemblés croyant qu'on allait leur annoncer le résultat de leur demande d'asile, mais la Police est intervenue, elle a tiré et les a forcés à monter dans les camions, avait alors ajouté la dite Agence. Le ministre KABWEGERE a déclaré aux journalistes que ces Rwandais avaient été forcés de quitter le pays parce qu'ils n'avaient pas de statut de réfugiés et qu'ils étaient devenus une menace pour la sécurité... »

Le journaliste ne sait pas demander l'avis du représentant du HCR pour qu'il confirme ou revienne sur ses déclarations. Cela est dommage pour la déontologie du journaliste.

GRANDS LACS INFO publiait ce 15 juillet une autre version des faits :

« Trois réfugiés rwandais auraient été tués dans le rapatriement forcé de réfugiés rwandais qui ont débuté 14 juillet. Selon de nombreux témoins la police a tiré sur des réfugiés rwandais qui résistaient au retour forcé vers le Rwanda.

Trois d'entre eux ont été tués. Depuis le 14 juillet, l'Ouganda rapatrie de force plusieurs milliers de Rwandais installés illégalement dans deux camps de réfugiés sous la menace des armes. L'UNHCR s'est opposé à ce retour forcé. Tarcis Kabwegyere, le ministre ougandais des réfugiés, a justifié ce rapatriement en arguant de la situation illégale des réfugiés rwandais. "Ils n'ont aucun papier et plus de 1700 d'entre eux doivent rentrer au Rwanda", a-t-il déclaré. "L'UNHCR a été tenu au

courant de cette opération. Le gouvernement rwandais nous fournit les transports, la nourriture et l'eau." Mais l'UNHCR a pris ses distances avec cette opération. "Nous ne sommes pas concernés par cette opération", a déclaré Kai Nielsen, représentant de l'UNHCR en Ouganda. "C'est un arrangement bilatéral entre les gouvernements rwandais et ougandais. Nous avons demandé au gouvernement ougandais de suspendre cette opération qui a lieu dans les camps de réfugiés de Nakivale et Kyaka. Certains de ces rapatriés de force n'ont pas eu droit à un examen de leurs demandes d'asile. Cette opération est une entorse au droit international et au droit ougandais" »

INGABIRE déménagera avant expiration de son contrat de bail

Elle avait donné une rente annuelle de la maison qu'elle louait. Mais **ARI de ce 23 juillet** rapporte qu'il y a eu bel et bien un retournement inattendu de la situation. Un autre signe qui montre que le droit des obligations au Rwanda ne suit pas un chemin orthodoxe. On ne respecte plus le contrat passé entre bailleur et locataire ; histoire de dire que l'évolution positive des mentalités socio politiques prendra du temps pour être appréciée dans le petit Rwanda :

« La très attaquée opposante Victoire INGABIRE s'est vue remettre tout l'argent de loyer de maison sise à Kigali qu'elle avait payé et il lui a été signifié de quitter immédiatement les lieux... Le propriétaire non identifié a apparemment remis ce vendredi la somme correspondant à 5 mois de loyers à INGABIRE. Tout ce qu'il a demandé à la dirigeante des FDU-Inkingi et à son personnel de chercher une autre maison à louer. Un membre de l'équipe a dit qu'ils ont commencé la recherche d'une autre maison et qu'ils devront quitter cette résidence qu'ils habitaient depuis le 16 janvier dernier, date à laquelle INGABIRE est retournée au pays. Le propriétaire, dit-on, a dit à INGABIRE qu'il était sous pression et qu'il a décidé de ne pas s'attirer des problèmes. »

MUGESERA Léon, traque des cerveaux du génocide

Entretiens, on traque les présumés génocidaires ; une façon de montrer que les séquelles de cet impensable crime sont loin d'être entamées. C'est aussi une façon très indirecte de montrer que les chemins de la démocratie au Rwanda ne sont que de petits sentiers qu'on n'a pas vraiment hâte d'agrandir. **ARI du 23 Juillet** rapporte sous le titre : **“MUGESERA pourrait être rapatrié du Canada...”** :

« L'homme qui a qualifié les Tutsi de 'cancrelats' et de 'vipères' dans un discours où il encourageait les Hutus de les tuer, pourrait bientôt être rapatrié vers le Rwanda à la fin de cette année. Le Canada est entrain de revoir son dossier, ont déclaré des officiels. Des sources d'information proches du CANADA BORDER SERVICES Agency disent que cette Agence a enrichi le dossier de cet intellectuel de nouvelles évidences des crimes que ce dernier a commis... “Le Rwanda est entrain de convaincre les autorités canadiennes que son système judiciaire travaille actuellement ...”

MUGESERA qui vit au Québec depuis bientôt plus de 15 ans a combattu sa déportation depuis 1995. Les accusations à son encontre sont liées au discours qu'il a prononcé au Rwanda en 1992 que des observateurs critiques trouvent comme un moment crucial dans la construction du projet de génocide de 1994. Un mandat d'arrêt a été émis contre lui peu après son discours mais il a immédiatement fui au Canada qui lui a octroyé une résidence permanente en 1993. La procédure de déportation a commence en 1995, mais la Cour fédérale d'Appel a déclaré que les allégations contre MUGESERA n'étaient pas fondées. Néanmoins, la Cour Suprême a revu la

décision de cette Cour d'Appel le 28 juin 2005 disant qu'elle ne lui permettrait pas de rester au Canada. Depuis lors, le Canada est entrain d'analyser ce dossier. Jusque l'an passé, la Canada a refuse de transférer au Rwanda cet individu et les autres prétextant que ces sujets de justice seraient soumis aux mauvais traitements et des interrogations ont été soulevées sur la capacité des cours rwandaises de répondre aux standards internationaux. En 2009, le Gouvernement canadien a accepté de reprendre la procédure de déportation contre ces présumés criminels. Cependant, le Gouvernement Fédéral a dit qu'il avait besoin d'assez de temps pour revisiter le dossier de MUGESERA.

Dès lors, le Rwanda a confectionné un dossier de centaines de pages remis au Canada Border Services Agency, autorité responsable de l'exécution des décisions de l'Immigration and Refugee Board (IRB) et des Cours, pour rendre en sa faveur le cas de déportation de MUGESERA... »

ND.J

Revue Hebdomadaire de la Presse Rwandaise
-LES POINTS FOCaux-

Téléphone : +250 (0) 788 44 79 61

B.P 2938 Kigali
Compte BK n° 040-0043044-09 (Frw)
040-0202127-12 (USD)
Adresse e-mail: ndayrw@yahoo.com

CONTRAT D'ABONNEMENT

Nom :

Adresse: B.P.:.....
 Tél.:.....

E-mail:.....

Je désire m'abonner à La Revue de Presse Hebdomadaire **LES POINTS FOCaux**

Pour une période de : 3 mois 6 mois 1 an
 125\$ 250\$ 500\$

La livraison de la revue se fera par e--mail
Autre moyen (à spécifier par l'abonné)

Je souscris à l'abonnement de(mois et année)
à(mois et année)

Je réglerai ma facture : à mon office

Par versement au compte BK n° 040-43044-09 (FRW) / 02 02 127 (USD)

Au siège de Les Points Focaux

Les termes du présent contrat doivent être honorés par l'abonné en s'acquittant de ses frais d'abonnement à l'avance selon la période souscrite et par la Direction de Les Points Focaux en livrant son produit périodiquement et dans les délais selon les termes du présent contrat.

Fait à le...../...../.....

Signature de la Direction de Les Points Focaux

Signature de l'Abonné